

Avis du Comité technique de l'innovation en santé sur le projet d'expérimentation
Equip'addict « Développement harmonisé du dispositif des microstructures médicales
addictions » - Grand-Est

Octobre 2020

Préambule : le cahier des charges relatif à l'expérimentation Equip'addict « Développement harmonisé du dispositif des microstructures médicales addictions » est proposé conjointement par 5 ARS (Bourgogne France Comté, Grand Est, Hauts de France, Ile-de-France et Occitanie) avec l'appui de la coordination nationale des réseaux de microstructures. Ce cahier des charges constitue le socle commun des 5 projets régionaux. Les spécificités de chacune de ces régions sont traitées dans une annexe au cahier des charges.

Le comité technique a rendu son avis le 3 octobre 2019 sur la version finalisée du cahier des charges commun et sur l'annexe spécifique de l'ARS Bourgogne France Comté.

Après un examen le 7 juillet 2020, le comité technique a rendu son avis le 15 octobre 2020 sur la version finalisée de l'annexe spécifique de l'ARS Grand-Est du cahier des charges relatif à l'expérimentation Equip'addict « Développement harmonisé du dispositif des microstructures médicales addictions ».

Les addictions posent, en France, comme à l'échelle européenne et dans le reste du monde, un problème de santé publique majeur, dont les impacts sont multiples, sanitaires, médicaux et sociaux. Le coût social est majeur : on estime à 249 milliards d'euros le coût global des addictions en France¹.

Objet de l'expérimentation

Sur la base de l'expérience des microstructures médicales addictions existantes, l'expérimentation a pour objet d'améliorer le maillage territorial des prises en charge et de l'accès à des soins de proximité pour les patients présentant une situation complexe avec une ou plusieurs conduites addictives et de tester un nouveau modèle économique unique pour rémunérer une équipe pluri-professionnelle.

Recevabilité du projet au titre de l'article 51

Finalité organisationnelle

Le projet soumis est recevable en ce qu'il propose un modèle de financement innovant permettant une prise en charge coordonnée en addictologie par une équipe pluri-professionnelle centrée autour du médecin traitant.

Dérogation

Le projet soumis est recevable en ce qu'il modifie les règles de prise en charge ou de remboursement d'acte ou prestation (article L.162-1-7 du CSS) et de paiement direct des honoraires (article L.162-2 du CSS). Le forfait pluridisciplinaire inclut des prestations non remboursées telles que les prestations de psychologue et de travailleur social (dérogation au 1°, 2° et 6° de l'article L160-8 du CSS) et un partage d'honoraires entre cabinet médical en exercice regroupé et structure employeur du psychologue et du travailleur social (dérogation à l'article L. 4113-5 du CSP).

Détermination de la portée de l'expérimentation proposée

Le cahier des charges socle est applicable dans 5 régions : Bourgogne France Comté, Grand Est, Hauts de France, Ile-de-France et Occitanie. Chacune des annexes régionales fixe le champ de l'expérimentation qui est de portée locale.

L'annexe régionale de Grand-Est prévoit l'inclusion de 55 microstructures médicales addictions dans l'expérimentation sur l'ensemble de la région dont 29 zones déjà pourvues en microstructures, qui pourront intégrer l'expérimentation dès 2021 et 26 zones à pourvoir d'ici

¹ OFDT, 2015

2023 (identifiées en lien avec les délégations territoriales de l'ARS). Leur intégration progressive est envisagée en 2021 (29 existantes + 10 à créer), 2022 (+ 8) et 2023 (+8): La liste des territoires d'intervention des structures et les partenaires impliqués en mesure de rejoindre l'expérimentation sont fixés dans le cahier des charges.

Modalités de financement du projet

Le forfait est défini dans le cahier des charges socle. Il intègre les consultations de psychologue et de travailleur social, la rémunération des réunions de concertation pluri professionnelle et un temps de coordination médicale et administrative. Son montant annuel par patient est de 529 €. Sur cette base, le besoin de financement pour le fonds pour l'innovation du système de santé est estimé pour la durée de l'expérimentation à environ **8,5 M€** pour les 5 régions concernées.

Avec 55 microstructures médicales addictions, l'ARS Grand-Est se fixe pour cible un total annuel de près de 2 142 patients, soit 5 376 patients sur la durée de l'expérimentation. Ainsi, en fonction de la montée en charge prévisionnelle du projet, le besoin de financement au titre de la prise en charge par le fonds pour l'innovation du système de santé pour 5 376 patients s'élève à **2 843 904 €** pour la durée de l'expérimentation. La répartition pluriannuelle est la suivante :

- 2021 : 1 428 patients (39 MSMA)
- 2022 : 1 806 patients (47 MSMA)
- 2023 : 2 142 patients (55 MSMA)

| 2021 | 2022 | 2023 | Total |
|-------------------|-------------------|---------------------|---------------------|
| 755 412,00 | 955 374,00 | 1 133 118,00 | 2 843 904,00 |

Les coûts d'ingénierie de projet sont évalués à **193 760 €**, et sont financés par le fonds d'intervention régional.

En fonction des travaux qui seront menés sur la question de la participation des assurés dans le cadre des organisations innovantes, le comité technique de l'innovation en santé pourra demander la modification, en cours d'expérimentation, du cahier des charges sur cet aspect.

Durée de l'expérimentation

L'expérimentation est prévue pour une durée de 3 ans. En Grand-Est, une première vague d'inclusion doit permettre de débiter la première année d'expérimentation avec 39 microstructures médicales addiction (dont 29 existantes) puis permettre l'inclusion de 16 structures supplémentaires sur les deux années suivantes.

Modalités d'évaluation

L'évaluation est réalisée sous la responsabilité de la DREES et de la CNAM. L'objectif de cette expérimentation est clair et la durée d'expérimentation, prévue sur 3 ans, est suffisante pour permettre d'observer les effets attendus.

L'évaluation cherchera notamment à répondre aux questions suivantes : Est-ce que la prise en charge s'est améliorée en termes de répartition géographique (en particulier en milieu rural)? L'accès aux soins de proximité pour la population cible s'est-il intensifié? Un meilleur dépistage des comorbidités et un meilleur traitement de ces dernières sont-ils constatés? Existe-t-il des divergences de prise en charge entre les différentes structures? L'évaluation s'intéressera également à l'impact du dispositif non seulement sur la santé du patient, mais englobera également les aspects liés à la réduction des risques, à l'amélioration de sa situation sociale et de sa qualité de vie. L'expérimentation est-elle efficiente (baisse du coût en lien avec la prise en charge psycho et sociale, baisse des hospitalisations, diminution des arrêts de travail, baisse du taux de suicide...)? Un modèle économique unique des microstructures est-il bien appliqué et permet-il une viabilité de chaque structure? Quelle est la reproductibilité du dispositif? Les territoires expérimentateurs présentent-ils des spécificités?

Pour ce faire, l'évaluation reposera en particulier sur un volet qualitatif (entretiens patients, professionnels de santé...) dans les régions Bourgogne-Franche-Comté, Occitanie, Ile-de-France, Hauts-de-France et Grand-Est, ainsi qu'un volet quantitatif reposant essentiellement sur le suivi d'indicateurs recueillis dans le cadre de l'expérimentation (taux de traitement de substitution aux opiacés, taux de traitement VHC...).

Avis sur le projet d'expérimentation :

- *Faisabilité opérationnelle* : compte tenu de la valorisation de l'expérience des microstructures médicales addictions déjà existantes, de l'implication des différents acteurs régionaux et nationaux dans la construction du cahier des charges et des moyens mis en œuvre par les ARS concernées, l'expérimentation proposée apparaît opérationnelle dans les délais proposés.

En Grand-Est, les partenaires impliqués aux côtés de l'ARS sont la Coordination Régionale Grand Est des microstructures, l'Espace Régional de Ressources et d'Expertise en Addictologie en Grand Est (ERREAGE), la Fédération des MSP (FEMAGE), les réseaux (RMS, OPPELIA, RAVH), les associations (ARELIA, SOS Hépatites), les CSAPA et CARUUD, les URPS impliquées dans le déploiement des ESP et CPTS (association inter URPS à terme), ainsi que les représentants des microstructures impliquées et la coordination nationale des microstructures médicales addictions.

- *Caractère efficient* : entre 2007 et 2016, plusieurs études ont permis de dégager un consensus partagé, quant à la pertinence et à l'efficacité du dispositif des réseaux de microstructures médicales addictions. Le renforcement de cette prise en charge coordonnée peut notamment produire un impact en termes de diminution des hospitalisations, des arrêts de travail, en termes de décès évitables (la consommation de substances psychoactives est responsable en France de plus de 100 000 décès évitables par accidents et par maladies, dont près de 40 000 par cancers. Les conduites addictives interviennent ainsi dans environ 30 % des décès avant 65 ans).
- *Caractère innovant* : l'expérimentation permet de tester un nouveau mode de financement pour une équipe de soins primaires visant à l'amélioration de l'accès aux soins et la prise en charge en addictologie, et permettant le développement du nombre de microstructures et leur pérennité.
- *Reproductibilité* : l'organisation proposée est bien définie avec une description claire des ressources nécessaires, du temps et du rôle des intervenants. L'organisation proposée par le projet peut être reproduite dans d'autres régions dans la mesure où il existe déjà des microstructures sur le territoire national.

Compte tenu de ces différents éléments, le comité technique émet un avis favorable à l'autorisation, par la directrice générale de l'ARS Grand-Est, de l'expérimentation dans les conditions précisées par le cahier des charges socle commun et l'annexe spécifique à l'ARS Grand-Est.

Pour le comité technique

Natacha Lemaire
Rapporteuse Générale